

## La démocratie à l'épreuve de la fracture cognitive



### Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

[luc.rouban@sciencespo.fr](mailto:luc.rouban@sciencespo.fr)

*Voting decisions are guided by procedural rationality. Because information is incomplete - or, in today's world, overwhelming - there is no longer an "optimal" choice for voters. Their search for information stops if they find a solution that is merely "satisfactory" considering their needs or expectations. This gave rise to the argument that it was enough to "frame the debate" or "dictate the narrative" so as to focus solely on the issues that would allow one's camp to win the election. This strategy of cultural supremacy, however, assumes that potential voters, as recipients of information, can evaluate the information, prioritizing it, and determining that one argument is more important than another or that one campaign issue takes precedence over others. As the campaign for the 2027 presidential election in France gets underway, the question therefore arises as to whether the reception of political debate meets these three requirements: knowing whom to trust in politics; managing the flow of information; and having convictions that allow one to filter and prioritize arguments. The results of Wave 17 of the Political Trust Barometer show, however, that the level of cognitive confusion is high and that it is fueling social division in France.*

Les campagnes électorales, et notamment la campagne pour l'élection présidentielle en France, se développent sur la base de l'idée selon laquelle un débat démocratique ouvert et pertinent va permettre de clarifier les enjeux, les programmes et donc, in fine, d'offrir la possibilité aux citoyens de prendre une décision éclairée. Le modèle des Lumières, rationaliste mais quelque peu élitiste, selon lequel la parole politique vient d'en haut pour irriguer le débat populaire, part du principe que tous les arguments sont audibles, que les électeurs potentiels sont capables de se saisir de toutes les informations, que les raisonnements des candidats peuvent être appréhendés dans toute leur logique et leur cohérence.

Le modèle républicain, lui-même imprégné de philosophie positiviste, est venu y ajouter le travail des partis et des syndicats pour opérer une pédagogie, assurer la socialisation politique, trier ce flot d'informations et le restituer sous la forme de grilles de lecture simples, de convergences et d'oppositions de principes, de grandes lignes économiques ou sociales, d'héritages historiques et de possibilités de rupture.

Le modèle classique de la rationalité « substantive » développée au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui suppose une information parfaite, a cependant été remis en cause par les économistes du XX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup> montrant que la rationalité était limitée par des phénomènes de contexte, institutionnels ou liés au déficit d'information. La sociologie est également venue expliquer que la plénitude citoyenne restait une utopie étant donné la nature limitée de la rationalité humaine qui ne retient que ce qu'elle a été forgée pour appréhender<sup>2</sup>.

Enfin, les nouvelles technologies, et en particulier les réseaux sociaux ou les chaînes d'information en continu, ont fait éclater l'espace public en une multitude d'espaces privatisés où chacun peut entretenir sinon renforcer ses convictions en n'échangeant qu'avec celles et ceux qui partagent les mêmes valeurs et les mêmes opinions. Le combat idéologique est venu se substituer à la recherche des faits et à leur vérification afin de modeler une « opinion publique » qui reste, comme le dit Arnaud Mercier, une « fiction utile » ... et utilisable<sup>3</sup>. Le choix électoral s'inscrit donc bien plus dans une rationalité procédurale que dans une rationalité substantive. L'information étant incomplète, ou désormais trop importante, le choix optimal n'existe plus pour les électeurs. Leur recherche d'information s'arrête s'ils trouvent une solution seulement « satisfaisante » eu égard à leurs besoins ou leurs attentes.

De là est né l'argument selon lequel il suffisait de « cadrer le débat » ou « d'imposer le récit » pour ne parler que des questions permettant à son camp de gagner les élections. Cette stratégie qui postule que le réel n'est qu'une construction intellectuelle et un discours, suppose cependant deux conditions pour être recevable. La première est que les électeurs potentiels fassent confiance aux diffuseurs d'informations, médias et réseaux sociaux, ce qui n'est pas empiriquement le cas<sup>4</sup>. La seconde tient à la capacité de ces mêmes électeurs potentiels, en tant que récipiendaires des informations, d'être en mesure de les évaluer et de considérer qu'un argument est plus important qu'un autre ou qu'un thème de campagne est prioritaire sur d'autres ou bien encore qu'un locuteur a plus de crédibilité qu'un autre.

Alors que s'ouvre la campagne pour l'élection présidentielle de 2027 en France, la question se pose donc de savoir si la réception du débat politique obéit à ces trois exigences : savoir qui on peut croire en politique ; maîtriser le flux d'informations ; disposer de convictions permettant de filtrer et de hiérarchiser les arguments. La vague 17 du Baromètre de la confiance politique a testé ces trois questions afin de savoir dans quelle mesure les enquêtés étaient capables de maîtriser l'information politique ou de définir un régime de vérité dans la profusion des arguments. Les résultats montrent qu'une grande majorité des enquêtés français sont perdus. Le niveau de ce que l'on peut appeler le « brouillage cognitif » est élevé et vient alimenter, surtout en France, une fracture sociale qui devient émiettement sociopolitique.

---

[1] Notamment les travaux d'Herbert Simon développés dans les années 1950. Voir son ouvrage de référence traduit en français : James G. March et Herbert Simon, *Les organisations*, Paris, Dunod, 1969.

[2] On peut notamment se référer au débat entre Pierre Bourdieu et Raymond Boudon.

[3] Arnaud Mercier, « Présentation générale. L'utile fiction de l'opinion publique » dans Arnaud Mercier (dir.), *Médias et opinion publique*, Paris, CNRS Éditions, Les essentiels d'Hermès, 2012, p. 15-40.

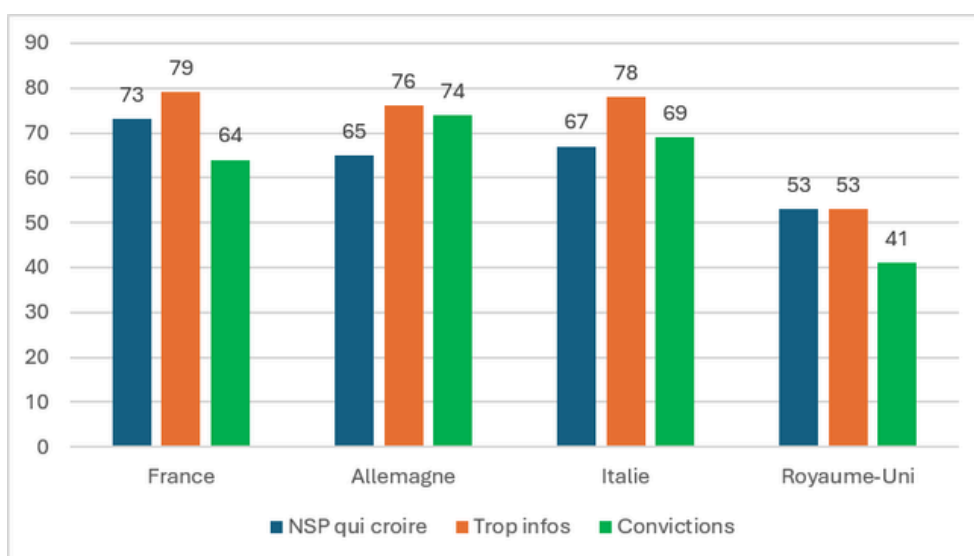
[4] Selon la vague 17, de janvier 2026, du Baromètre de la confiance politique du Cevipof, 29% des enquêtés avaient confiance dans les médias et 15% dans les réseaux sociaux, [www.sciencespo.fr/cevipof](http://www.sciencespo.fr/cevipof).

La vague 17 du Baromètre de la confiance politique repose sur une enquête menée en France du 12 au 28 janvier 2026 auprès d'un échantillon représentatif de 3 166 personnes. L'analyse comparative repose sur un échantillon de 1 814 enquêtés en Allemagne, de 1 810 enquêtés en Italie et de 1 800 enquêtés au Royaume-Uni. Elle a été organisée en partenariat avec le Conseil économique social et environnemental, les Chambres de métiers et de l'artisanat, EDF, l'Institut de l'entreprise, Intériale, la LUISS et l'Université nationale des sciences politiques et d'administration publique de Bucarest.

## La France, pays du brouillage cognitif

Afin de prendre en considération les trois dimensions de l'information politique que l'on a retenues, on a proposé aux enquêtés les propositions suivantes : « en matière politique, je ne sais plus trop qui je dois croire » ; « aujourd'hui, on a tellement d'informations que l'on ne sait plus ce qui est vrai » et « j'ai des convictions politiques ». Comme le montre le graphique 1, les enquêtés français présentent un profil particulier puisqu'ils sont les plus nombreux en proportion à considérer qu'ils ne savent plus qui croire en matière politique ou qu'ils reçoivent trop d'informations alors que la proportion d'entre eux ayant des convictions politiques est en retrait par rapport aux enquêtés allemands ou italiens. La situation au Royaume-Uni, en revanche, s'avère très particulière car si le niveau de convictions politiques y est le plus bas, c'est également le pays dans lequel les enquêtés ont le plus de points de repère en matière d'informations ou de crédibilité des sources, ce qui peut être mis sur le compte d'un consensus institutionnel historique fort et d'un engagement idéologique faible.

Graphique n°1 - La réception des informations par pays (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

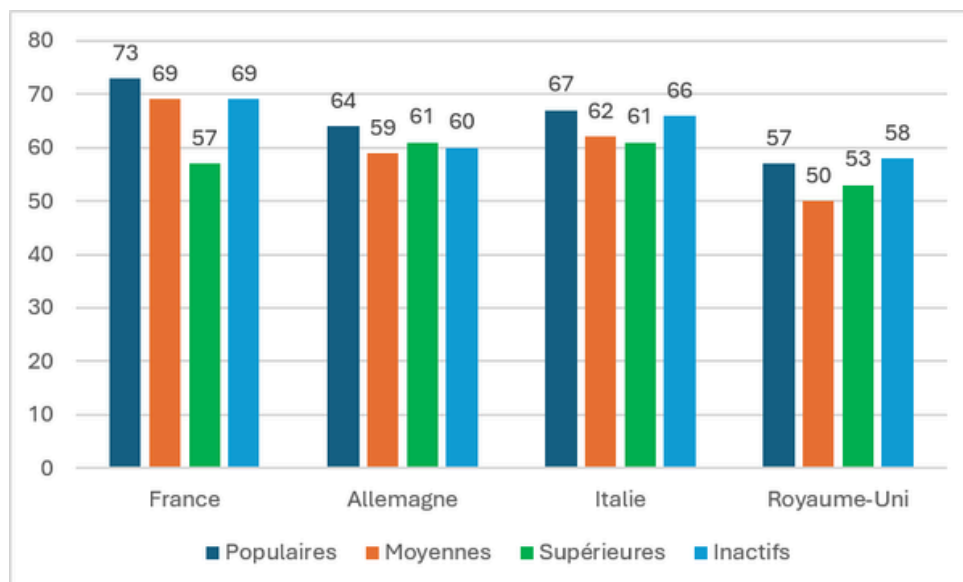
Lecture : les réponses ont été dichotomisées afin de réunir les réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »

La proportion relativement élevée d'enquêtés français disant avoir des convictions politiques pourrait faire croire à l'existence de ressources idéologiques ou partisans pour maîtriser la situation sociopolitique française. L'existence de convictions politiques ne vient cependant qu'atténuer le brouillage cognitif sans le faire disparaître. C'est ainsi que 66% des enquêtés disant avoir des convictions politiques disent aussi qu'en matière politique « je ne sais plus trop qui je dois croire » contre 85% de ceux qui n'ont pas de convictions politiques. De même, 76% estiment qu'aujourd'hui « on a tellement d'informations que l'on ne sait plus ce qui est vrai » contre 82% de ceux qui n'ont pas de convictions politiques, soit un écart très faible.

Afin de systématiser la lecture des résultats, on a créé un indice de brouillage cognitif construit sur la base des réponses positives aux propositions : « en matière politique, je ne sais plus trop qui je dois croire » ; « aujourd'hui, on a tellement d'informations que l'on ne sait plus ce qui est vrai » et sur la base des réponses négatives à la proposition « j'ai des convictions politiques ». On a divisé ensuite cet indice entre un niveau bas (aucune ou une réponse allant dans le sens de l'indice) et un niveau élevé (deux ou trois réponses allant dans le sens de l'indice) que l'on va utiliser plus particulièrement dans l'analyse.

C'est en France que la proportion d'enquêtés perdus est la plus importante (69%) avant celle que l'on observe en Italie (64%), en Allemagne (61%) et au Royaume-Uni (55%). L'analyse des profils révèle que c'est également en France que la fracture sociale s'associe le plus à la fracture cognitive, la distance séparant les catégories socioprofessionnelles supérieures des catégories modestes étant la plus importante comme le montre le graphique 2. Cette fracture se retrouve dans le niveau de diplôme puisque la proportion d'enquêtés perdus est en France de 75% chez ceux qui ont le niveau CAP ou moins et de 61% chez ceux qui ont au moins le niveau Bac+3. Cet écart se retrouve dans les autres pays mais reste également plus réduit : respectivement, 65% contre 57% en Allemagne, 67% contre 58% en Italie, 60% contre 51% au Royaume-Uni.

Graphique n°2 - La fracture cognitive selon la catégorie socioprofessionnelle (% de la partie supérieure de l'indice)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

## Une fracture fortement genrée

Cette fracture cognitive est plus importante en moyenne chez les femmes que chez les hommes. En France, la proportion d'enquêtées femmes se situant en haut de l'indice est de 76% contre 62% des hommes. Cet écart persiste dans une moindre mesure dans les autres pays : 66% des femmes contre 56% des hommes en Allemagne, 69% contre 60% en Italie et 58% contre 52% au Royaume-Uni.

La question se pose de savoir si cette différence genrée est due au genre ou à la distribution des femmes entre catégories socioprofessionnelles. On observe en effet que la proportion de femmes appartenant aux catégories supérieures est de 11% contre 21% des hommes en France, de 17% contre 20% en Allemagne, de 18% contre 27% en Italie, de 15% contre 24% au Royaume-Uni alors que leur présence parmi les inactifs est importante : 15% des femmes contre 10% des hommes en France, 30% contre 21% en Allemagne, 31% contre 13% en Italie et 29% contre 22% au Royaume-Uni. Ces proportions différentes renvoient à des sociologies différentes de la famille comme du marché du travail. Néanmoins, le genre joue un rôle statistiquement important à niveau social égal. Si on ne sélectionne que les catégories supérieures, la proportion de femmes se situant en haut de l'indice est en France de 71% contre 50% des hommes, en Allemagne de 68% contre 54%, en Italie de 64% contre 59% et au Royaume-Uni de 60% contre 49%. Dans les seules catégories populaires, la même différence apparaît : 78% des femmes contre 67% des hommes en France, 70% contre 58% en Allemagne, 71% contre 62% en Italie et 58% contre 55% au Royaume-Uni. Dans les catégories moyennes, les différences sont du même ordre et varient aussi en fonction du pays.

On peut encore tester le niveau d'études. En moyenne, en France, les femmes enquêtées ont un niveau moyen d'études supérieur à celui des hommes<sup>5</sup>, un décalage fidèlement reproduit dans l'enquête. Si on ne retient que les enquêtés ayant au moins le niveau Bac+3, on voit que 70% des femmes contre 51% des hommes en France se situent encore sur la partie haute de l'indice, 65% contre 51% en Allemagne, 62% contre 54% en Italie, 54% contre 48% au Royaume-Uni. À niveau scolaire et social égal, les femmes restent donc toujours beaucoup plus coupées que les hommes des grilles de lecture politiques.

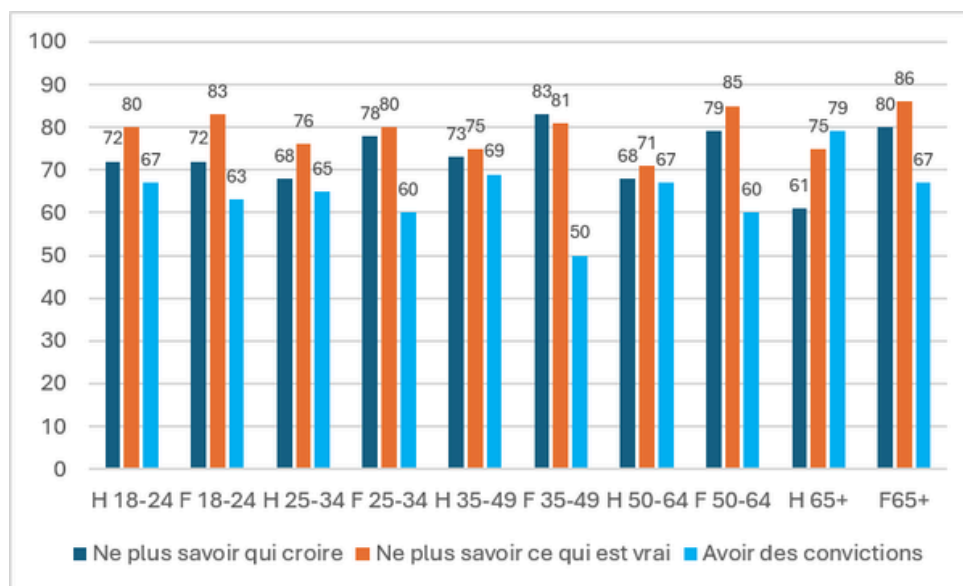
---

[5] Ce qui est confirmé par les données de l'INSEE. En 2026, 32,5% des femmes ont un niveau d'études supérieur à Bac+2 contre 28% des hommes, [www.insee.fr](http://www.insee.fr).

Une première explication peut être trouvée dans l'effet générationnel sur les conditions de la socialisation politique<sup>6</sup>. Si l'on s'appuie sur les enquêtés français au moins de niveau Bac+3, afin de garder le diplôme comme variable de contrôle, on voit que la distance entre les femmes et les hommes sur la partie supérieure de l'indice augmente régulièrement avec la tranche d'âge. Chez les 18-24 ans, la proportion de femmes est de 68% contre 71% chez les hommes et de 67% contre 71% chez les 25-34 ans. Ces proportions s'inversent brutalement à partir de la tranche 35-49 ans : 80% des femmes contre 51% des hommes se retrouve sur la partie haute de l'indice puis 64% contre 48% chez les 50-64 ans et 63% contre 37% chez les 65 ans et plus.

On peut également formuler d'autres hypothèses concernant, au-delà de la socialisation politique primaire, l'évolution du rapport au politique ou bien l'engagement dans la sphère privée plutôt que publique. La perte d'appréhension ou de maîtrise des arguments et des débats politiques se nourrit également de l'absence de culture juridique ou scientifique suffisante, ce qui pointe les lacunes de l'institution scolaire dans la formation citoyenne. Comme le montrent les résultats, les hommes en-dessous de 35 ans sont tout aussi touchés que les femmes du même âge par le brouillage cognitif, le genre ne devenant un facteur de discrimination sensible qu'au-delà de 35 ans (graphique 3).

Graphique n°3 - Le brouillage cognitif par sexe et âge (% de réponses positives)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

[6] Socialisation elle-même liée aux conditions d'éducation et de transmission familiale des valeurs politiques. Anne Muxel, « Socialisation et lien politique », dans Thierry Bloss (dir.) *La Dialectique des rapports hommes/femmes*, Paris, PUF, 2001, p. 27-44. Pour le vote de gauche, voir, par exemple, Mariette Sineau, Janine Mossuz-Lavau, « Les femmes et la politique », *Revue française de science politique*, 1976, 26-5, p. 929-956. Pour un aperçu des travaux portant sur le genre et la socialisation politique : Lucie Bargel, « Socialisation politique » dans Catherine Achin, Laure Bereni (dir.), *Dictionnaire. Genre et science politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 468-480.

## La fracture cognitive, le positionnement politique et l'intensité des convictions

Dans quelle mesure le choix politique est-il associé à la fracture cognitive ? On peut tout d'abord examiner, en se focalisant ici sur la France, les variations dans le niveau déclaré de convictions politiques. Pour ce faire, on a recodé en variable métrique les réponses à cette question : le fait d'être tout à fait d'accord vaut 3, plutôt d'accord 2, plutôt pas d'accord 1 et pas d'accord du tout 0. On peut ensuite calculer la moyenne en fonction de la proximité à chaque parti politique. Comme le montre le tableau 2, les convictions politiques fortes (moyenne autour de 2) se retrouvent à l'extrême-droite, et davantage chez les enquêtés proches de Reconquête ! que chez les enquêtés proches du RN, dans la proximité à LR, chez les centristes proches du MoDem mais pas chez les enquêtés proches de Renaissance. À gauche, on les trouve du côté de LFI et du PCF mais pas chez les enquêtés proches des Écologistes et du PS. Il reste que 34% des enquêtés déclarent n'avoir de proximité avec aucun parti et présentent en conséquence un niveau de conviction très bas.

Tableau n°1 - Le degré de conviction politique par proximité partisane en France

Proximité	Moyenne	N	Écart type
Lutte Ouvrière	1,8489	29	,90272
Nouveau Parti Anticapitaliste	1,8846	49	,83662
Parti Communiste Français	2,0391	61	,83730
La France Insoumise	2,1392	195	,85099
Parti Socialiste	1,9548	287	,77063
Les Écologistes	1,7807	155	,92756
Renaissance	1,9344	151	,74078
MoDem	2,0045	42	,65698
UDI	1,8596	20	,73746
Les Républicains	2,0123	177	,80677
Debout la France	1,9783	28	,85959
Reconquête !	2,4718	105	,71749
Rassemblement national	2,0336	563	,88201
Autre parti	1,6558	64	1,01890
Aucun parti	1,1031	924	,95317
Total	1,7118	2848	,97963

Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

Le degré de brouillage cognitif varie-t-il en fonction de l'intensité des convictions politiques ? Effectivement, il existe une corrélation négative entre l'intensité des convictions politiques et la difficulté à maîtriser et à hiérarchiser l'information, mais cette corrélation n'est pas linéaire. C'est ainsi que les enquêtés déclarant n'avoir aucune ou pas vraiment de convictions politiques estiment à 85% dans les deux cas qu'en matière politique « je ne sais plus trop qui je dois croire » contre 74% de ceux qui disent avoir certaines convictions et 51% de ceux qui déclarent en avoir de fortes.

L'effet discriminant produit par l'intensité des convictions est cependant beaucoup plus réduit dès qu'il s'agit de savoir si, aujourd'hui, « on a tellement d'informations que l'on ne sait plus ce qui est vrai ». Que les enquêtés n'aient aucune conviction, pas vraiment de convictions ou quelques convictions, ils sont 82% à répondre positivement à la proposition. Cette proportion descend à 69% seulement chez ceux qui déclarent avoir des convictions fortes. Les enquêtés français dans ce dernier cas ne constituent que 23% de l'échantillon contre 31% en Allemagne, 27% en Italie et seulement 9% au Royaume-Uni.

Une sociologie rapide des convictions politiques montre à quel point la France reste marquée par ses différenciations sociales puisque la proportion d'enquêtés ayant des convictions fortes (soit la réponse « tout à fait d'accord » à la proposition « j'ai des convictions politiques ») double pratiquement entre les catégories socioprofessionnelles populaires et les catégories supérieures, ce qui n'est pas du tout le cas dans les trois autres pays étudiés. On peut même observer que c'est l'inverse au Royaume-Uni puisque les catégories les plus modestes ont plus souvent des convictions politiques fortes que les catégories supérieures, même si le niveau moyen de convictions politiques est bas. De la même façon, c'est en France que le différentiel dans les tranches d'âge est le plus important. Les 18-24 ans se situent à 11 points des 65 ans et plus, un écart ne se retrouvant pas ailleurs. Et c'est bien à partir de 65 ans que croît brutalement la proportion d'enquêtés ayant de fortes convictions politiques.

Tableau n°2 - Le profil social des enquêtés ayant de fortes convictions politiques (%)

	France	Allemagne	Italie	Royaume-Uni
Cat. populaires	19	30	25	11
Cat. moyennes	24	30	30	6
Cat. supérieures	30	34	29	7
Inactifs	23	30	25	12
18-24 ans	20	31	28	16
25-34 ans	21	23	24	10
35-49 ans	19	27	22	11
50-64 ans	19	32	28	7
65 ans et +	31	38	31	7

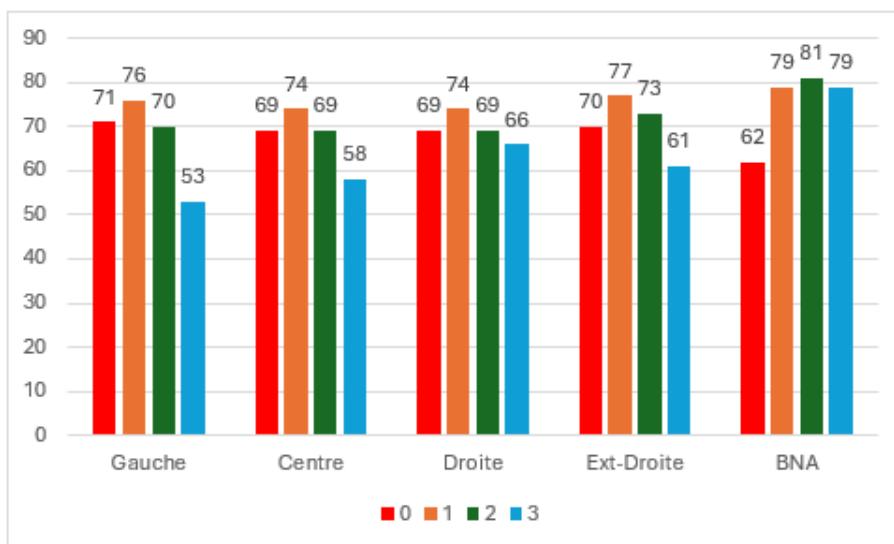
Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

Lecture : en France, 19% des catégories populaires estiment avoir de fortes convictions politiques alors que c'est le cas de 30% des catégories supérieures

La maîtrise de l'information, et notamment de l'information politique, ne s'affirme donc que chez les enquêtés régulièrement politisés et votant pour le même camp politique avec constance. On peut croiser l'indice de brouillage cognitif avec des indices de vote pour la gauche, le centre, la droite, l'extrême-droite, mais aussi le vote blanc et nul ou l'abstention. Ces indices ont été construits à partir des votes au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, aux élections européennes de 2024 puis au premier tour des élections législatives de 2024.

Comme le montre le graphique 4, seuls les enquêtés ayant voté trois fois pour le même camp voient leur indice de brouillage cognitif baisser de manière significative et encore seulement s'ils sont des électeurs fidèles de la gauche (14% des enquêtés) et dans une moindre mesure du centre (7% des enquêtés) et de l'extrême-droite (16% des enquêtés). Ce phénomène caractérise moins les fidèles du vote pour la droite classique (2% des enquêtés). Les résultats sont évidemment inversés pour les fidèles de l'abstention ou du vote blanc et nul (20% des enquêtés). Mais ce graphique nous apprend également que tous ceux qui n'ont voté qu'une fois ou deux sur trois consultations électorales pour un camp précis sont loin de considérer qu'ils maîtrisent bien la situation politique et sociale. L'incertitude ou la fluidité du choix électoral se nourrissent de cette perte des repères.

Graphique n°4 - La position sur la partie haute de l'indice de brouillage cognitif par fréquence du vote (%)



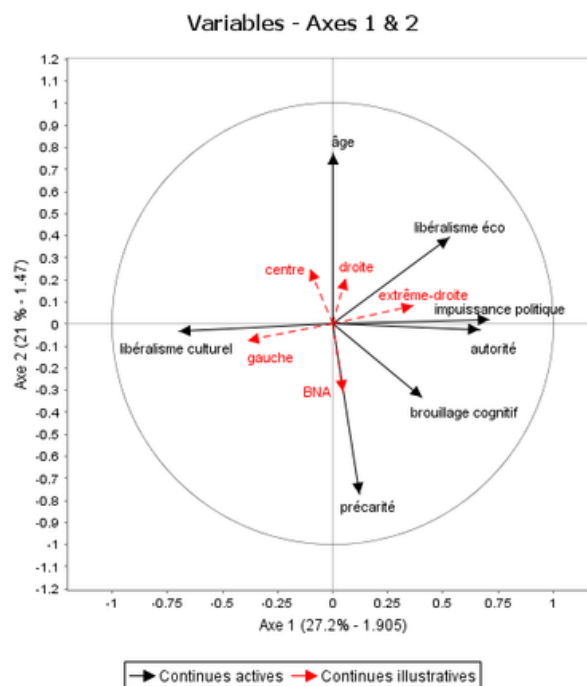
Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

Lecture : les enquêtés n'ayant jamais voté pour la gauche lors du premier tour des élections présidentielles de 2022, des élections européennes de 2024 ou du premier tour des élections législatives de 2024 se situent à 71% sur la partie haute de l'indice contre 53% de ceux qui ont voté pour la gauche lors de ces trois consultations

## Les cinq espaces du brouillage cognitif

Afin d'intégrer les différentes dimensions sociales et politiques qui affectent le niveau de brouillage cognitif, on a mené une analyse en composantes principales sur la base de plusieurs variables : un indice de libéralisme économique<sup>7</sup>, un indice de libéralisme culturel<sup>8</sup>, un indice mesurant la demande d'autorité<sup>9</sup>, un indice mesurant l'impuissance politique<sup>10</sup>, un indice de précarité<sup>11</sup>, l'âge des enquêtés et l'indice de brouillage cognitif construit sur une base métrique en fonction des réponses détaillées données aux trois indicateurs présentés plus haut<sup>12</sup>. On a ajouté sur le plan factoriel en variables illustratives (en rouge) les indices de vote. Comme le montre le graphique 5, le brouillage cognitif caractérise un espace politique allant de l'abstention (BNA) au vote d'extrême-droite, associé à la demande d'autorité, à la précarité économique mais également à l'idée d'impuissance politique. Cet espace s'oppose à celui des électeurs centristes, fortunés et âgés.

Graphique n°5 - Analyse en composantes principales du brouillage cognitif



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

[7] Indice de libéralisme économique budgétaire construit sur la base de réponses positives aux propositions : « il faut réduire le nombre de fonctionnaires » ; « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » : et de réponses négatives à la proposition : « pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ».

[8] Construit sur la base des réponses à trois questions ou propositions : « il y a trop d'immigrés en France », « il faudrait rétablir la peine de mort », « estimez-vous que le pays doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui ou s'en préserver davantage ? ».

[9] Établi sur la base des réponses positives aux propositions concernant les caractéristiques d'un bon système politique : « qui a à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections » ; « où ce sont des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays » ; « où l'armée dirige le pays ».

[10] Cet indice repose sur les réponses à trois propositions : « ce n'est pas avec les élections qu'on peut changer les choses en France », « les gouvernements ne peuvent plus faire grand-chose aujourd'hui, le pouvoir réel est ailleurs », « en démocratie rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité ».

[11] À partir de réponses selon lesquelles l'enquêté « ne s'en sort pas avec revenus du ménage », qu'il est ou qu'un des membres de son entourage est confronté à un vrai risque de chômage, qu'il appartient au premier quartile de revenus calculé selon les normes INSEE en unités de consommation.

[12] Chaque modalité de réponse a été dotée d'une note allant de 0 à 4, l'indice étant alors constitué de la somme des notes recueillies sur les trois indicateurs.

À partir de cette première analyse, il est possible de définir 5 clusters ou groupes aux caractéristiques différentes, ce découpage étant choisi sur la base du test de Calinski-Harabasz qui permet de repérer le regroupement optimal des enquêtés à partir du plan factoriel en maximisant la distance inter-groupes et en minimisant la distance intra-groupes. Ces clusters sont présentés sur le graphique 6.

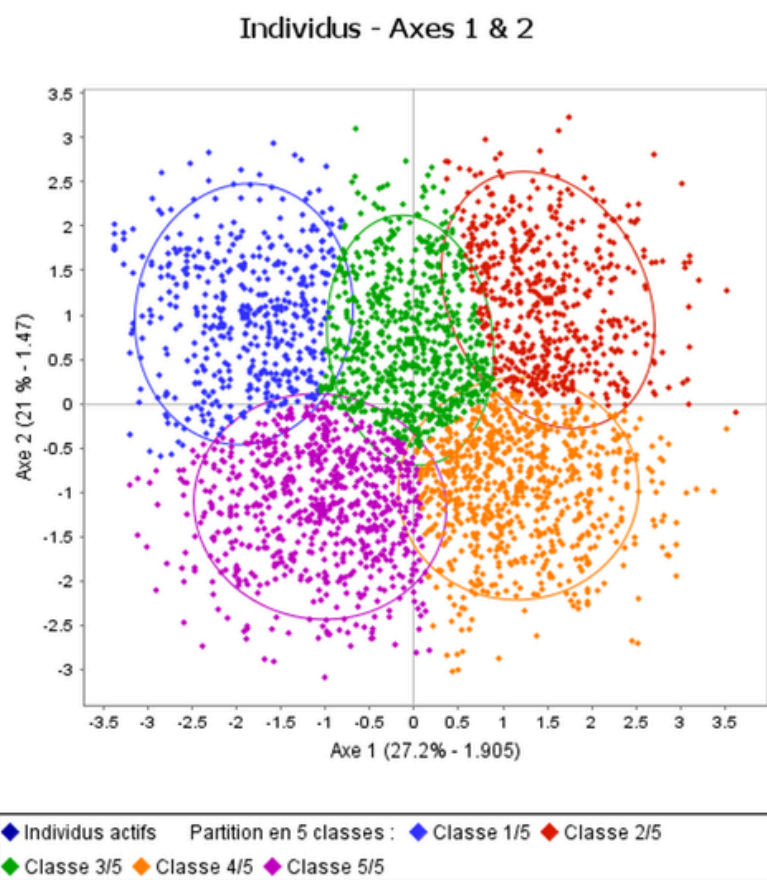
Quels sont ces cinq groupes ?

- Le groupe 1 (en bleu foncé) est composé de 466 enquêtés. C'est celui qui a le plus de repères cognitifs, le moins précaire économiquement, le plus libéral sur le plan culturel, appartenant à 31% aux catégories supérieures et à 37% aux catégories moyennes, ayant la proportion la plus basse de femmes (35%) et le plus âgé (57% ont 65 ans et plus). Au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, il a voté à 37% pour Emmanuel Macron, à 19% pour Jean-Luc Mélenchon et à 5% pour Marine Le Pen<sup>13</sup> ;
- Le groupe 2 (en rouge) est composé de 536 enquêtés. Il est également l'un des plus âgés (56% ont 65 ans et plus) comme l'un des moins précaires sur le plan économique, mais aussi l'un des plus touchés par le brouillage cognitif (75% se situent sur la partie haute de l'indice). Très libéral sur le plan économique et fort peu sur le plan culturel, il est très demandeur d'autorité (71% se situent sur la partie supérieure de l'indice d'autorité). Il est composé à 40% de catégories populaires, à 36% de catégories moyennes et à 16% de catégories supérieures. Au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, il a voté à 38% pour Marine Le Pen, à 22% pour Emmanuel Macron et à 11% pour Éric Zemmour ;
- Le groupe 3 (en vert) est composé de 687 enquêtés. Les enquêtés sont un peu plus jeunes que dans les deux premiers groupes (42% ont 65 ans et plus). Ce groupe se situe dans la moyenne du brouillage cognitif comme de la demande d'autorité, est assez libéral sur le plan économique comme sur le plan culturel. Au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, il a voté à 27% pour Emmanuel Macron, à 25% pour Marine Le Pen et à 10% pour Valérie Pécresse ;
- Le groupe 4 (en orange) est composé de 746 enquêtés. Il est le plus concerné par la perte des repères cognitifs (88% se situent sur la partie supérieure de l'indice) et le plus précaire sur le plan économique. Il est très peu libéral sur le plan culturel, fortement demandeur d'autorité, dans la moyenne de l'indice de libéralisme économique (36% se situent sur la partie haute de l'indice). C'est le groupe où la proportion d'enquêtés membres des catégories populaires est la plus élevée (53%) et la proportion des catégories moyennes la plus faible (21%) alors que celle des catégories supérieures est de 11%. Il est assez fortement féminisé (54%) et jeune puisque 16% de ses membres ont entre 18 et 24 ans alors que 29% d'entre eux ont entre 25 et 34 ans. Au premier tour de l'élection présidentielle, il a voté pour Marine Le Pen à 41%, à 14% pour Emmanuel Macron et à 11% pour Jean-Luc Mélenchon ;

[13] On ne retient dans la présentation du choix électoral des différents groupes que les trois premiers candidats dans l'ordre de leurs résultats respectifs.

- Le groupe 5 (en violet) est composé de 731 enquêtés. Il est dans la moyenne du brouillage cognitif. Il se caractérise par sa précarité (69% se situent sur la partie haute de l'indice), son très faible niveau de libéralisme économique et son niveau élevé de libéralisme culturel. Il appartient à 44% aux catégories populaires, à 24% aux catégories moyennes et à 11% aux catégories supérieures. Il est majoritairement féminin (62%) et jeune (26% ont entre 18 et 24 ans, 29% ont entre 25 et 34 ans). Au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, il a voté à 25% pour Jean-Luc Mélenchon, à 19% pour Emmanuel Macron et à 13% pour Marine Le Pen.

Graphique n°6 - Les clusters du brouillage cognitif



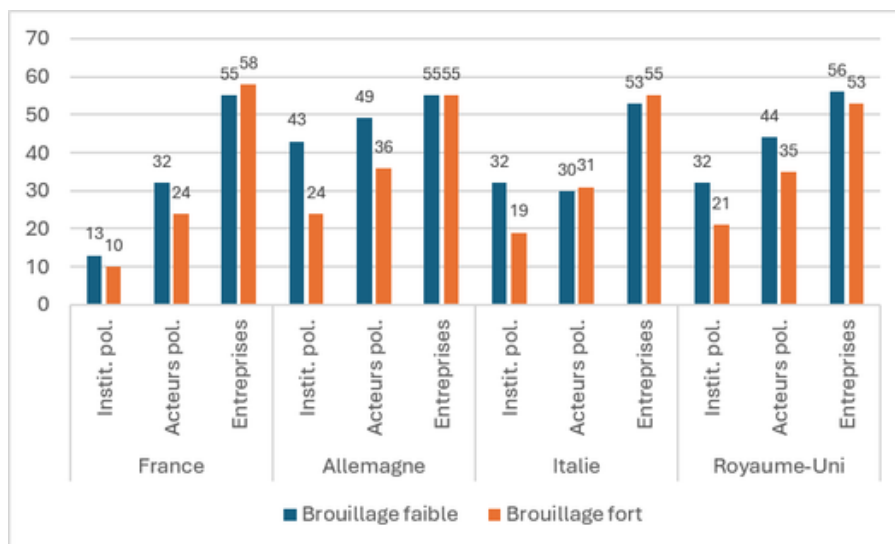
Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

## Brouillage cognitif et confiance politique

Les capacités cognitives jouent sur le niveau de confiance politique dans les quatre pays étudiés. Pour synthétiser la confiance dans la politique, on a créé deux indices. Le premier est un indice de confiance dans les institutions politiques (chambre basse, chambre haute et gouvernement) et le second est un indice de confiance dans les acteurs politiques non gouvernementaux (partis, syndicats, médias, responsables religieux, associations). On a également construit un indice de confiance dans les entreprises privées (confiance dans les grandes entreprises, les PME et les banques).

Chacun de ces indices a été divisé en un niveau élevé et un niveau bas de confiance. Comme le montre le graphique 7, un état de fort brouillage cognitif entraîne une perte de confiance importante dans les institutions politiques, sauf en France où le niveau général de confiance est déjà très bas. La perte cognitive joue également sur le niveau de confiance accordée aux acteurs sociopolitiques (sauf en Italie), ce qui vient clairement démontrer que les électeurs potentiels qui se retrouvent perdus ne se rallient pas à eux pour comprendre le monde social ou économique. Ce phénomène global d'amplification de la défiance par le brouillage cognitif ne touche cependant pas les entreprises privées. C'est même exactement le contraire en France où les enquêtés les plus perdus font davantage confiance aux entreprises que les autres.

Graphique n°7 - Les niveaux de confiance dans les acteurs politiques selon l'intensité du brouillage cognitif (%)



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, 2026

Lecture : en France, les enquêtés situés sur la partie inférieure de l'indice font état d'un niveau supérieur de confiance dans les institutions politiques à hauteur de 13% contre 10% de ceux qui se situent sur la partie supérieure de l'indice

## Conclusion : la fin d'une heuristique politique

Contrairement aux thèses sur la manipulation selon lesquelles les problèmes publics sont créés par le discours médiatique<sup>14</sup>, l'analyse montre que la grande majorité des enquêtés sont assez perdus et ne disposent pas de grilles de lecture bien stabilisées ni de la vie politique ni de la vérité scientifique. Loin d'être des zombies politiques hallucinés par les discours idéologiques tenus par les médias ou les réseaux sociaux, les enquêtés se révèlent sceptiques et distants non seulement lorsqu'ils votent pour des partis de gauche ou de droite radicale mais encore pour des partis centristes ou modérés. Seuls les enquêtés fortement politisés et fidèles à leur camp échappent en partie au brouillage des points de repère.

[14] Ainsi que le souligne un éditorial d'Alternatives économiques dans un numéro d'août 2024 consacré au RN : « Cette bataille devra aussi être livrée sur les plateaux télé et radio, ainsi que dans les colonnes des journaux. Car l'extrême droite, derrière Vincent Bolloré et quelques autres, mène une guerre idéologique consistant à détourner les projecteurs des inégalités économiques pour les braquer sur les minorités » [www.alternatives-economiques.fr/faire-reculer-rassemblement-national/00112219](http://www.alternatives-economiques.fr/faire-reculer-rassemblement-national/00112219).

Les **partis politiques** se sont **fragmentés**, les **classes sociales** se sont **déconstruites** à mesure que progressait l'**individualisation** des parcours professionnels et des histoires de vie, **l'État n'est plus le moteur des transformations économiques ou géographiques.**

On assiste bien à la fin d'une heuristique politique<sup>15</sup>. Les principaux réducteurs d'incertitude ont toujours été fournis dans le domaine politique par les partis, dans la formulation des problèmes à traiter et des priorités à retenir, par la socialisation familiale pouvant déboucher sur un habitus de classe mais pas toujours, par l'État, qui a joué un rôle essentiel en France comme institution centrale dans l'organisation sociale. Tous ces dispositifs se sont clairement affaiblis : les partis politiques se sont fragmentés, les classes sociales se sont déconstruites à mesure que progressait l'individualisation des parcours professionnels et des histoires de vie, l'État n'est plus le moteur des transformations économiques ou géographiques. Cette heuristique traditionnelle s'éteint malgré tous les efforts faits pour croire et faire croire en sa permanence. Le brouillage cognitif en est le résultat le plus mesurable, en France plus que dans les autres pays étudiés dans l'enquête, et c'est que l'on a précisément mesuré ici. Il ne suffit donc pas d'affirmer qu'il faut « recadrer le débat » en pensant naïvement que les affirmations répétées dans les médias, par l'extrême-droite ou la gauche radicale, sont prises au sérieux ou laissent des traces durables dans les comportements politiques. Les électeurs se sont émancipés du rôle de bons élèves obéissants recevant sans broncher une parole de vérité venue d'ailleurs. Ils opposent désormais au politique leur vérité, et notamment par le vote RN ou LFI, dont ils estiment qu'elle est ignorée ou méprisée, et qu'il serait peut-être utile que les sciences politiques explorent de manière un peu plus systématique.

[15] Une heuristique désigne dans un processus décisionnel une stratégie ou un dispositif destiné à ajuster et à comprendre une situation complexe sans en maîtriser tous les facteurs. Autrement dit, c'est un réducteur d'incertitude. Dans une perspective procédurale, l'heuristique est une dynamique permettant d'établir un commun cognitif sinon une intelligence collective face à un monde complexe.